



Haïti

FICHE-INFO ECHO

Faits & chiffres

Personnes déplacées
(PDI) vivant toujours dans
les camps en juillet 2015 :
plus de 60 000

Nouveaux cas de choléra
(janvier – 23 mai 2015) :
plus de 16 000. Hausse
depuis 2014 : **+306 %**

**Aide humanitaire totale
de la Commission
humanitaire en Haïti**
depuis 1995 :
€ 332 millions

**Total de l'aide
humanitaire de la
Commission européenne
en matière de réduction
des risques de
catastrophe** depuis 1998 :
€ 32,5 millions.

**Aide d'urgence
immédiate d'ECHO** en
2010 après le séisme :
€ 100 millions

ECHO est le service de la
Commission européenne à
l'aide humanitaire et à la
protection civile.

Grâce au financement
d'ECHO, plus de 120
millions de personnes
bénéficient d'une aide,
chaque année, dans plus
de 80 pays en dehors de
l'UE, par le biais d'environ
200 partenaires.

*Aide humanitaire et
protection civile*

B-1049 Bruxelles, Belgique

Tél. : (+32 2) 295 44 00

echo-info@ec.europa.eu

*Pour de plus amples
informations, veuillez
contacter Hilaire Avril, agent
régional de l'information
d'ECHO pour l'Amérique
latine :*

Hilaire.Avril@echofield.eu

Site internet :

<http://ec.europa.eu/echo>



* Toutes les dernières
fiches-info ECHO:
bit.ly/echo-fi



Velina, 74 ans, fait partie des 60 000 personnes ayant vécu dans les camps pendant plusieurs années après le séisme. PHOTO : UE/ECHO/E. H.

En bref

- En **janvier 2010, un séisme catastrophique de magnitude 7.0** a dévasté Haïti, faisant 22 750 morts et détruisant des dizaines de milliers d'habitations et bâtiments. La Commission européenne a immédiatement débloqué une aide humanitaire, et a depuis lors contribué € 122 millions pour porter secours aux **5 millions de Haïtiens victimes de cette catastrophe.**
- Le financement humanitaire de la Commission s'est aussi concentré sur **3 millions de personnes** affectées par l'épidémie de **choléra**, qui a déjà fait 8900 morts depuis 2010, et demeure l'une des pires épidémies au monde, avec plus de 16 000 nouveaux cas enregistrés entre janvier et mai 2015 (selon les chiffres des autorités locales).
- Cinq ans après le séisme, plus de **60 000 personnes vivent toujours dans 45 camps de fortune pour personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), d'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).** La disponibilité en eau et en services d'assainissement et d'hygiène dans ces camps demeure insuffisante. Les fonds de la Commission contribuent à soutenir les plus vulnérables, en complétant le travail des institutions haïtiennes.
- La Commission soutient également des **projets de réduction des risques de catastrophe (RRC) et de préparation aux catastrophes**, pour renforcer la résilience des Haïtiens face aux **catastrophes naturelles récurrentes**, comme les ouragans, inondations, glissements de terrain et vagues de sécheresse (comme celle qui affecte actuellement le **nord du pays**, où près de 600 000 personnes se trouvent confrontées à l'**insécurité alimentaire**).
- Depuis 1995, la Commission a contribué **€ 332 millions d'aide humanitaire** et investi **€ 32,5 millions dans des actions de RRC** en Haïti, afin de contribuer au **renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables.** L'aide européenne est soumise à des audits et contrôles, afin de s'assurer de son bon usage au profit des bénéficiaires et en ligne avec nos **principes humanitaires d'humanité, d'impartialité, d'indépendance et de neutralité.**

Situation et besoins humanitaires

Contexte

Haïti couvre l'ouest de l'île d'Hispaniola (que le pays partage avec la République dominicaine) et se situe dans la « **ceinture des ouragans** » de la mer des Caraïbes. Haïti est fortement exposé aux **catastrophes naturelles**, comme les **ouragans, inondations, glissements de terrain, vagues de sécheresse et séismes**. Le changement climatique, la déforestation, une topographie difficile et une pauvreté généralisée rendent les Haïtiens particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles.

Haïti est, depuis longtemps, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, avec **58,5 % de sa population vivant sous le seuil de pauvreté** (chiffres de la Banque mondiale pour l'année 2012), et environ un Haïtien sur deux n'ayant pas accès aux services de santé de base. La population dispose de **faibles capacités d'adaptation**, et même les catastrophes naturelles mineures peuvent énormément l'affecter.

Mais ça, c'était avant le **séisme catastrophique de 2010**. Mardi 12 janvier 2010, à 17h00, un séisme de magnitude 7.0 – le plus puissant depuis deux siècles – a dévasté Haïti, **faisant 222 750 morts et déclenchant le déplacement d'1,5 million d'Haïtiens**. Ceux qui y ont survécu ont fini par manquer de vivres, d'eau, de sanitaires, de premiers soins de santé de base et même des formes les plus basiques d'hébergement sûr.

Quelques mois plus tard, en octobre 2010, une **épidémie de choléra** s'est répandue à travers le pays, la pire jamais enregistrée dans le monde. En mai 2015, le choléra avait causé 8792 décès et demeurait l'une des pires épidémies au monde, avec 740 991 cas suspectés depuis le début de l'épidémie. Plus de **16 000 nouveaux cas** ont été enregistrés entre janvier et mai 2015, soit le triple du nombre de cas enregistrés à la même période en 2014.

Principaux besoins et problèmes relatifs

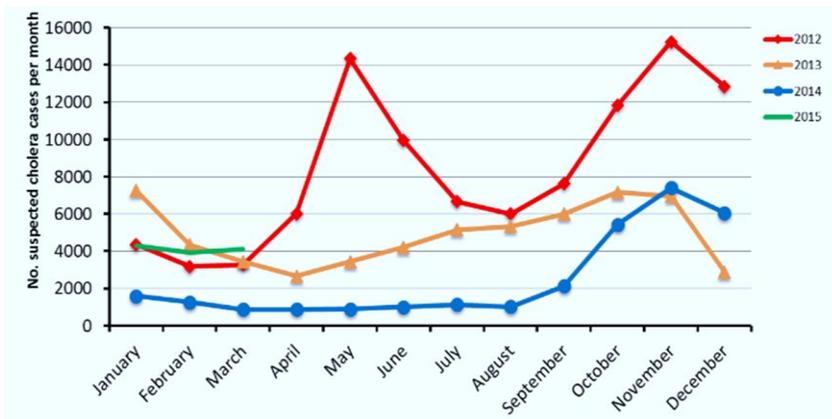
Bien que des progrès significatifs aient été réalisés depuis le séisme de 2010, des **besoins humanitaires** aigus persistent. Les solutions proposées en matière de **services de base, de protection et d'hébergement décent** demeurent largement insuffisantes pour les personnes déplacées. Après cinq ans, plus de 60 000 Haïtiens sont toujours hébergés dans 45 camps pour PDI, ne disposant que d'un accès très limité à l'eau et autres services de base (OIM, chiffres DTM de juillet 2015). Les PDI haïtiennes sont la catégorie de population la plus vulnérable, vivant dans des conditions toujours plus déplorables dans les camps.



Les services de base dans les camps demeurent largement insuffisants. © CE/ECHO/I. Coello 2012



Comparaison of monthly suspected cholera cases between January 2012 and 28 March 2015



L'épidémie de choléra qui a frappé en 2010 est encore loin d'arriver à son terme. Malgré des progrès notables, les mesures nécessaires en matière de **soins de santé, d'eau et d'assainissement demeurent insuffisantes**. La récente recrudescence du nombre de cas pourrait s'aggraver avec le début de la saison des ouragans (de juin à novembre), au cours de laquelle les fortes pluies pourraient entraîner une propagation de la maladie dans des zones non affectées. Le manque

d'accès à l'eau potable et la faiblesse des infrastructures sanitaires sont toujours très préoccupants.

Compte tenu de la vulnérabilité d'Haïti face aux catastrophes naturelles, **renforcer la résilience des populations vulnérables** constitue un des principaux thèmes de l'intervention humanitaire dans le pays. Malgré l'engagement des autorités haïtiennes dans des activités de RRC, **un investissement plus important est nécessaire pour l'organisation d'une préparation adaptée**. L'intégration de la réduction des risques de catastrophe au processus de reconstruction et de développement d'Haïti, ainsi que l'autonomisation des communautés locales pour se préparer et répondre efficacement aux catastrophes naturelles, demeurent des priorités.

En outre, nombre d'Haïtiens sont confrontés à une **grave insécurité alimentaire**. **600 000 personnes sont considérées à risque**, en particulier dans les régions du nord-est et du nord-ouest, actuellement affectées par la **sécheresse**.

La réponse humanitaire de l'Union européenne

Financement

Haïti est **le plus important bénéficiaire de l'aide humanitaire de la Commission européenne en Amérique latine et aux Caraïbes**, avec une aide atteignant un total de **€ 332 millions depuis 1995**. Entre 1995 et 2009, l'aide humanitaire s'est axée sur la couverture des besoins engendrés par les catastrophes naturelles et les violences aux conséquences humanitaires sévères, dans un contexte de profonde crise socioéconomique.

Depuis 2010, la réponse de la Commission européenne s'est élevée à **€ 251,25 millions**, permettant de porter secours aux victimes du **séisme** dévastateur et de l'épidémie de **choléra**, ainsi que de renforcer les capacités locales en matière de préparation et de réponse aux phénomènes naturels.

Les fonds ont aussi servi à répondre aux **urgences** soudaines. En **2012**, l'UE a alloué un total de **€ 9 millions** à la réparation des dégâts engendrés par la tempête tropicale Isaac et l'ouragan Sandy. Une aide au logement, en eau potable et de subsistance a aussi été financée pour plus d'**1,5 million de personnes**.

Dans l'ensemble, l'accent a été mis sur une aide au renforcement de la **résilience** des plus vulnérables, surtout face aux catastrophes naturelles récurrentes. Depuis 1998, plus de **€ 32,5 millions** ont été alloués au renforcement de la préparation des communautés face aux phénomènes naturels. Actuellement, la mise en œuvre des plans de gestion des catastrophes naturelles et le



déploiement de systèmes d'alerte précoce permettront de consolider les capacités d'Haïti à résister et s'adapter aux **catastrophes naturelles** et à en atténuer les effets.

Réponse au séisme de 2010

Le **séisme** catastrophique de magnitude 7.0 qui a frappé le pays en janvier 2010 a déclenché une réponse humanitaire massive. Pendant la phase d'urgence, les fonds de l'UE ont permis de contribuer à l'organisation d'un hébergement, de soins de santé, d'une aide alimentaire, d'une protection, et de distributions d'eau potable et d'articles de première nécessité, pour environ **5 millions de personnes**. Des cliniques ambulantes ont été mises en place pendant la période de réhabilitation des installations sanitaires qui avaient été détruites. De 2010 à 2014, la réponse du service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO) a aidé **1,3 million de personnes dans les camps**, où un accès aux services de base et aux infrastructures de santé primaires a été organisé.



Une personne âgée a bénéficié du programme d'aide à la location de sorte à pouvoir quitter le camp. PHOTO : UE/ECHO/E. H.

Les interventions en cours se concentrent sur le **relogement des personnes** qui vivent toujours dans les camps, où les conditions de vie sont déplorables (absence d'une santé publique adaptée ou de protection contre les violences sexuelles endémiques). Ce soutien comprend la mise à disposition de logements, des programmes de subsides à la location et un soutien additionnel pour l'organisation d'activités génératrices de revenus.

Réponse à l'épidémie de choléra

ECHO a investi **€ 43,5 millions** dans la gestion de **l'épidémie de choléra**, ciblant près de **3 millions de personnes**, en mettant sur pied des infrastructures de traitement du choléra, en renforçant le système national de santé et en renforçant la veille épidémiologique. La prévention, par l'amélioration de l'accès aux services hydriques et sanitaires, ou par le biais de campagnes éducatives sur l'hygiène, a joué un rôle crucial dans la limitation du nombre de nouvelles contaminations.

En 2015, ECHO a pour objectif de contribuer au recul du nombre de cas de choléra, et du taux de mortalité y étant lié, à moins d'1 %. Des mesures de décontamination, des distributions de produits hygiéniques, l'organisation d'un accès à l'eau potable, des mesures de sensibilisation et un soutien aux autorités locales permettront de **contrôler la propagation de la maladie**.

Préparation aux catastrophes

La contribution d'ECHO à la réduction des risques de catastrophe se concentre sur la **préparation des communautés et institutions à faire face et répondre efficacement aux catastrophes naturelles**.

Depuis 1998, la Commission a investi **€ 32,5 millions** dans le renforcement de la résilience d'Haïti face aux catastrophes, grâce au programme de préparation aux catastrophes d'ECHO (**DIPECHO**) et à des activités de réduction des risques de catastrophe. Ce financement a contribué à la mise en place de systèmes d'alerte précoce et au renforcement des logements



Un expert d'ECHO en visite dans une zone côtière où la population vit sous la menace des tsunamis. PHOTO : CE/ECHO/G. Sosa 2014



et infrastructures, pour pouvoir faire face aux ouragans, inondations et autres phénomènes naturels récurrents. 90 % du 1,5 million d'Haïtiens initialement déplacés par le séisme, ont désormais été relogés. Mais **ceux qui vivent encore dans les camps sont les plus vulnérables**. Le programme DIPECHO pour 2015-2016 consacrera € 3 millions à des activités de préparation aux catastrophes dans ce pays.



* Toutes les dernières fiches-info
ECHO: bit.ly/echo-fi